

les caisses indépendantes de secours (grèves, d'entraide) durent être dissoutes. Les conflits entre ouvriers et la direction centrale des usines durent être soumis à la direction centrale des syndicats. En décrétant au surplus l'affiliation obligatoire pour tous les ouvriers ont fit du syndicat un rouage administratif. Mais le véritable coup de jarnac au contrôle ouvrier fut porté le 20 avril 1918 lorsque les syndicats décidèrent d'introduire la responsabilité individuelle dans la gestion des entreprises. Le directeur de l'entreprise devint **personnellement** responsable de sa gestion non envers les ouvriers de l'entreprise, mais envers les organes supérieurs de direction économique. Depuis lors, les pouvoirs des directeurs « rouges » ont été l'objet de nombreux remaniements, mais tous eurent pour résultat de ressusciter l'appareil bureaucratique et d'oppression dont Lénine après Marx disait que c'était la tâche de la révolution de le détruire.

Le contrôle de la production est déterminé par les rapports de propriété eux-mêmes. Il est tout à fait naturel que dans le capitalisme d'Etat le contrôle de la production apparaisse comme un contrôle dicté d'en haut et visant l'application des décrets de l'Etat. Sous ce régime le contrôle n'est autre qu'un moyen d'assurer à l'Etat la propriété des moyens de production et des marchandises. Le contrôle ouvrier, sous ce régime, apparaît comme une utopie ; il n'est autre qu'un moyen de l'Etat de s'assurer du concours des ouvriers dans l'application de ses lois.

Il en est tout autrement sous le régime communiste parce que le droit y a changé. Les ouvriers détiennent de la collectivité les bâtiments, les machines, les outils qui servent à la production, mais ils les gèrent eux-mêmes. Ce contrôle de la production n'y est donc pas l'œuvre de personnes ou d'organes proposés spécialement à ce service. Le contrôle apparaît par ce fait même que toutes les entreprises sont obligées d'enregistrer exactement les diverses opérations qui se rattachent à leur activité. La société toute entière a donc devant elle les résultats de son activité dans tous les domaines. Il est donc bien facile de constater si les résultats effectifs correspondent aux chiffres enregistrés.

LE COMMUNISME DANS L'AGRICULTURE

Le capitalisme a poussé, dans l'industrie, les entreprises à se concentrer de plus en plus, ce qui a fait que, d'une part la fraction de la bourgeoisie qui est détentrice des moyens de production est devenue de moins en moins nombreuse et que d'autre part, l'exploitation du prolétariat n'a fait que croître. Dans ce domaine, les prédictions de Marx se sont pleinement réalisées. Dans l'agriculture, le développement a suivi un autre cours. Le petit et le moyen paysan n'ont pas dû céder le terrain à des consortiums agricoles. Non seulement le moyen paysan a pu le faire, à telle enseigne que, dans certains pays, on remarque même une augmentation du nombre des petites entreprises agricoles.

Aux théoriciens du communisme d'Etat, cet état de choses apparaît plutôt décevant. Le travail dans l'industrie apparaît toujours de plus en plus comme du travail social alors que l'entreprise agricole garde son caractère fermé. L'industrie devient « mûre » pour le communisme, mais l'agriculture n'évolue pas vers les conditions qui la rendraient susceptible de pouvoir être gérée par l'Etat. A notre avis, les conditions pour la réalisation du communisme dans l'agriculture existent. Bien entendu, non pas d'un communisme dispensé par des centrales gouvernementales, mais bien d'un communisme qui trouverait son point de départ dans la gestion des moyens de production par les producteurs eux-mêmes.

Pourquoi l'agriculture est-elle mûre pour le communisme ? Parce que le capitalisme y a développé comme ailleurs la **production de marchandises**. Dans l'ancienne exploitation paysanne cette production n'était que subsidiaire. La ferme anciennement était un petit monde à part qui produisait tout ou à peu près — ce qui y était consommé. Une partie infime de la production était réalisée sur le marché. La production industrielle de marchandises a fait des brèches d'importance dans cette économie fermée. Le développement du capitalisme a eu entre autres conséquences de faire augmenter le taux des fermages, tandis que l'Etat faisait peser sur l'entreprise agricole des impositions de plus en plus lourdes. Ces causes concoururent à faire connaître

aux paysans des **besoins d'argent** de plus en plus grands. Où le paysan pouvait-il se procurer cet argent ailleurs que sur le marché en y écoulant un maximum de produits. Il eut donc à organiser sa production en conséquence en l'adaptant aux besoins du marché, et non plus d'après sa consommation comme précédemment.

La mécanisation, l'emploi d'engrais chimiques, l'application des sciences agricoles augmentèrent énormément la productivité du travail dans l'agriculture. Cependant cette révolution s'accomplit sans occasionner une concentration de capitaux analogue à ce qu'on a pu observer dans l'industrie. Un autre résultat de l'incorporation de la production agricole au marché capitaliste fut de la pousser vers une spécialisation de plus en plus grande.

Le paysan a donc cessé de produire pour ses besoins et ceux de sa famille. Il est vrai qu'il n'a cessé d'être propriétaire. Mais en dépit de cette qualité, sa position n'a fait qu'empirer.

Le développement esquissé plus haut est cause qu'un prolétariat agricole dense ne put se former. Il est néanmoins toujours encore plus nombreux que le nombre de paysans propriétaires mais les rapports entre les deux groupes ne peuvent être comparés à la division qui s'établit dans la population urbaine. D'autre part comme il a déjà été dit, un très grand nombre de propriétaires ont perdu toute indépendance et se sont transformés en simples machines à rente aux mains du capitalisme hypothécaire et autre. Il ne faut certes jamais s'attendre à voir un paysan propriétaire devenir un adepte fervent du communisme, mais pourtant le paysan ne voit pas d'un mauvais œil la lutte que l'ouvrier livre au capital.

Il est difficile de conjecturer l'attitude que prendra la paysannerie lorsque éclatera la révolution prolétarienne. Il n'existe pour le faire que très peu de données. Seul le comportement des paysans en Allemagne au cours des luttes révolutionnaires de 1918 à 1923 peuvent nous fournir quelques renseignements. Il nous semble qu'en général, ceux qui montrent la résistance des paysans à un mouvement insurrectionnel du prolétariat comme une chose inévitable, devant constituer une pierre d'achoppement à peu

près certaine à toute tentative d'instaurer révolutionnairement un nouvel ordre social, se laissent trop influencer par des considérations qui se rapportaient jadis à un état de chose existant, mais qui, maintenant, ne correspondent plus à une réalité. Car, en somme, le paysan n'a plus d'intérêt actuellement à affamer les villes. Il lui est **maintenant** devenu impossible de vivre sans la population industrielle dont il dépend pour son approvisionnement en produits industriels, approvisionnement qui lui est devenu tout aussi indispensable que le ravitaillement agricole aux ouvriers des villes.

Dans la période révolutionnaire d'après guerre en Allemagne, il n'y a qu'en Bavière que le mouvement paysan se hissa à la hauteur d'une organisation indépendante lorsque la dictature du prolétariat y fut proclamée. Et il arriva ce qui arriva d'ailleurs pour la classe ouvrière de l'Allemagne entière à l'égard de la révolution : la paysannerie ne fit pas corps, elle se scinda. Une partie des paysans choisit le côté de la révolution, l'autre se plaça résolument contre. En dehors de la Bavière, la paysannerie ne prit pas grande part à la révolution. D'une aide directe aucune trace, on peut même dire que l'atmosphère générale lui était nettement antipathique. Le mot d'ordre « la terre au paysan » n'y trouvait aucune résonance du fait qu'en Allemagne, les petites et moyennes entreprises sont fortement représentées. Il est curieux de constater que le semi-prolétariat fut un facteur stimulant dans la lutte révolutionnaire. Particulièrement en Thuringe. Au début de la Révolution, alors que le pouvoir était encore aux mains des Conseils, les paysans retinrent les vivres dans l'espoir d'en faire augmenter les prix. Les Conseils des villes se mirent alors en rapport avec les Conseils des ouvriers de fabriques des contrées agricoles où le semi-prolétariat était très fort. Ces conseils forcèrent les paysans à livrer leurs produits aux prix courants.

CONCLUSIONS

Les considérations émises au cours de cette étude ont comme point de départ le fait empirique que lors de la prise du pouvoir par le prolétariat, les moyens de production se trouvent entre les mains des organisations d'entreprises. C'est de la conscience communiste du prolétariat